

dans l'empirement de la passion; cette atténuation est plus sensible s'il a été provoqué par un outrage ou des coups, si son extrême jeunesse ne lui a pas permis d'apprécier l'immoralité de son action, si une ivresse involontaire troublait sa raison; enfin, la criminalité s'efface entièrement s'il n'a fait qu'user du droit de légitime défense, ou qu'obéir à l'ordre d'un supérieur, ou que céder à une contrainte irrésistible, ou aux égarements de la démence. De là la distinction des circonstances atténuantes, des excuses et des faits justificatifs. Les circonstances atténuantes, que la loi n'a pas définies, sont tous les faits qui atténuent la culpabilité de l'agent ou la criminalité de l'acte, tels que la bonne conduite antérieure de l'agent, son repentir, les garanties que sa position présente, les causes d'impulsion qu'il a subies: la déclaration de ces circonstances n'efface pas la qualification du fait, elle ne fait que diminuer la peine. Les excuses, telles que l'âge au-dessous de 16 ans des prévenus ou la provocation par coups ou violences, réduisent le crime aux proportions d'un délit. Enfin, les faits justificatifs, qui excluent toute intention criminelle, écartent en même temps toute application pénale: tel est l'effet de la folie, de la contrainte et de la nécessité actuelle de la défense. Les actions punissables s'aggravent, au contraire, par la récidive qui dénote, par la répétition de la faute, un agent plus corrompu et plus dangereux; par la complicité qui accroît le péril du crime; par le nombre des agents réunis pour le commettre, et, dans certains cas, par la préméditation et le guet-apens, qui supposent un dessein criminel, réfléchi et arrêté à l'avance; par l'escalade et l'effraction d'une clôture, qui prouve une plus grande audace, enfin, par les circonstances de la nuit ou de l'isolement d'un chemin qui peuvent faciliter les violences. Les contraventions n'ont d'excuse que la force majeure et d'aggravation que la récidive.

Les faits qualifiés crimes sont déferés aux cours d'assises, les faits qualifiés délits, aux tribunaux correctionnels, les faits qualifiés contraventions, aux juges de paix statuant comme juges de police. L'organisation et les formes de ces tribunaux sont exposées aux mots **Appel, Jury, Organisation judiciaire, etc.**

Les crimes sont passibles des peines afflictives ou infamantes, qui sont la peine de mort, les travaux forcés à temps ou à perpétuité, la déportation, la réclusion, la détention, le bannissement et la dégradation civique. Les délits sont passibles des peines correctionnelles, qui sont l'emprisonnement jusqu'à cinq ans et l'amende. Les contraventions sont passibles d'un emprisonnement d'un à cinq jours et d'une amende de 1 à 15 francs. La nature et le mode de ces peines sont exposés aux mots **Droit pénal et Peine.** FAUSTIN HÉLIE.

CRISES COMMERCIALES. Dans la première moitié de ce siècle et jusqu'à ce jour l'attention a été appelée à diverses époques sur ce qu'on est convenu de nommer crises commerciales, crises monétaires, sans trop se rendre compte

de la différence que l'on semble attacher à ces deux dénominations. Qu'est-ce donc qu'une crise commerciale? pourrait-elle exister sans crise monétaire ou réciproquement? Dans quelles circonstances les observe-t-on?

Après une période de grande prospérité, 6 à 7 années en moyenne, et une hausse continue de toutes les valeurs et marchandises, sans que rien paraisse changé dans les apparences extérieures, tout à coup, par suite des besoins du commerce et de l'immobilisation d'un capital supérieur à celui que pouvait fournir l'épargne, les demandes d'escompte se succèdent aux banques d'une manière inusitée, le portefeuille se gonfle à vue d'œil, en même temps les billets de banque émis en échange du papier de commerce escompté se présentent de suite au guichet des remboursements, et sous l'influence des changes défavorables la réserve métallique diminue avec la même rapidité que le portefeuille se remplit. Les banques, pour entrayer ce mouvement, élèvent le taux de l'escompte avec une précipitation qui vient augmenter l'inquiétude générale. Enfin, quand les demandes affluent toujours, non-seulement l'élévation du taux de l'escompte, mais les difficultés opposées par les banques rendent la continuation des affaires, les renouvellements de la spéculation, impossibles, il faut se liquider et vendre en baissant les prix: aussitôt les faillites, les suspensions paraissent, le change revient au pair, et le reflux des espèces commence.

Par suite de cette liquidation forcée, le portefeuille des banques diminue, l'encaisse se reconstitue, et le taux de l'escompte se trouve presque aussi rapidement ramené aux conditions ordinaires qu'il s'en était écarté.

La marche des affaires, aussi brusquement interrompue, produit une perturbation générale qui empêche toute reprise, avant qu'une liquidation plus ou moins complète et sérieuse ait permis à la confiance de revenir, avant qu'on ait pu se rendre compte des maisons qui ont résisté à l'ébranlement, ou dont le crédit n'a pas été atteint.

Une crise commerciale est donc un dérangement dans la marche des affaires, un défaut de compensation des effets de commerce sur les divers marchés du monde qui nécessite l'intervention des espèces métalliques, suivi du discrédit et de la dépréciation des marchandises, de la suspension, des faillites, de la déconfiture des maisons de commerce imprudemment engagées. Cette secousse se fait sentir au loin et réagit sur toutes les manifestations de la vie des peuples, telles que le mouvement de la population, mariages, naissances et décès, revenu public, etc. L'élévation du prix de l'argent, par suite des changes défavorables, détermine la baisse des fonds publics. Les ateliers suspendent le travail, les prix fléchissent, et dans le désarroi général les consommations diminuent.

Tout cet ensemble de phénomènes est passager; leur durée ruinerait les nations. On les a plus remarquées depuis le commencement

du siècle, mais si les temps modernes en sont plus affectés, cela tient à ce que le crédit est plus étendu. Autrefois leur développement était moins rapide, leur action plus longue. C'est surtout dans ces derniers temps que le retour périodique des crises a été observé, et que leur coïncidence en France, en Angleterre, en Allemagne et aux États-Unis, a éveillé l'attention. C'est qu'en effet une solidarité paraît exister entre les grands pays du commerce et de l'industrie. Autrefois, les affaires, moins liées, ne s'engageaient pas sur une aussi grande échelle supportées par le crédit. On travaillait en vue du marché que l'on connaissait, dont les besoins étaient limités. Aujourd'hui c'est pour le monde entier qu'on travaille, et quoique au premier aspect la demande semble devoir être illimitée, cependant il y a des moments où la production est insuffisante, d'autres où il y a engorgement, mévente, par suite de l'élevation continue et trop rapide des prix. Cela tient aux conditions générales de l'industrie, à la puissance des engins, à l'immobilisation de capital nécessaire pour supporter la concurrence, et à l'impossibilité, une fois engagé dans cette voie, de s'arrêter sous peine de pertes considérables. Jadis, en dehors de ces conditions, il y avait, il y a encore du malaise, des troubles; mais comme le crédit était presque inconnu, on ne rencontrait pas de ces suspensions terribles qui entraînent tout dans leur chute en rétablissant l'équilibre des prix par une réaction trop vive. La guerre, la disette, les épidémies étaient des fléaux très-puissants; aujourd'hui l'abus du crédit paraît l'emporter sur eux. En Angleterre, c'est surtout depuis la fréquente intervention du crédit que les crises se sont régularisées. On comprend comment les affaires au comptant ne peuvent jamais les produire.

Quand le crédit joue un grand rôle dans les transactions, il arrive un moment où, après quelques difficultés dans les échanges, un peu d'hésitation se manifeste, les effets de commerce ne se compensent pas, ce qui indique un arrêt dans l'échange des produits, les échanges deviennent défavorables et il faut faire intervenir les espèces métalliques. Les banques, pour défendre leur encaisse, élèvent l'escompte, c'est-à-dire mettent le prix du métal au même niveau que celui des produits; c'est alors que l'on dit que la crise éclate. Plus le crédit est grand dans un pays, plus la circulation est active, plus les crises sont intenses. Le crédit disparaît complètement dans ces moments, restent les transactions ordinaires au comptant. Mais est-ce à dire que ces perturbations se produisent sans cause apparente, sans qu'aucun fait extérieur étranger au commerce soit venu troubler matériellement ses relations. C'est ce que l'étude des causes va nous apprendre.

Causes des crises. Les symptômes qui précèdent les crises ne se distinguent en rien des signes d'une grande prospérité; les entreprises et les spéculations de tout genre se multiplient; le prix des produits, la valeur des

terres, des maisons s'élèvent; la demande des ouvriers s'accroît, le taux des salaires hausse, l'intérêt, au contraire, baisse. Ajoutez à cela la crédulité du public, qui, à la vue d'un premier succès, ne doute plus de rien, le goût du jeu qui se répand en présence d'une hausse continue et s'empare des imaginations avec le désir de devenir riche en peu de temps. Enfin, un luxe croissant entraîne des dépenses excessives, basses moins sur les revenus que sur l'évaluation du capital d'après les cours cotés.

Les crises ne paraissent que chez les peuples dont le commerce est très-développé. Il ne saurait en être question dans les pays où il n'y a pas de division du travail, ni de commerce extérieur; plus le crédit est restreint, moins on doit les redouter.

Les disettes, les guerres, les révolutions, les changements de tarif, les emprunts, les variations de la mode, de nouvelles voies ouvertes au commerce, voilà les principales causes invoquées tour à tour. Mais le véritable critérium serait de les voir, dans des circonstances semblables, reproduire les mêmes effets. Malheureusement cette relation évidente entre les causes et les effets est assez rare dans les phénomènes sociaux et dans tout ce qui touche à la vie. Dans cette incertitude, on invoque successivement les causes les plus contraires pour expliquer les mêmes faits. On a le droit d'être surpris de la légèreté, de la facilité avec laquelle l'esprit humain accepte tout ce qu'on lui propose; il est tellement avide de se rendre compte, que lorsqu'il ne trouve rien de mieux, il se paye de mots. En effet, la multiplicité même des causes que l'on invoque suffit, il nous semble, pour prouver leur peu d'efficacité, puisque, alors qu'une seule devrait suffire, on en accumule un grand nombre; or, comme elles ne sont pas toujours réunies, on peut penser, en les éliminant une à une, qu'aucune d'elles n'est déterminante, puisque son intervention n'est pas indispensable pour produire le résultat qu'on lui attribue.

La cause déterminante est ailleurs; elle est la conséquence d'un état antérieur qu'il faut étudier avec soin. C'est ce qu'en médecine on appelle la prédisposition. Le froid, par exemple, est la cause de beaucoup de maladies: chez l'un d'un rhumatisme, chez l'autre d'une pneumonie, chez un troisième d'une pleurésie. La cause restant la même, le résultat est pourtant tout différent. C'est la prédisposition locale qui fait pencher la balance dans un sens ou dans un autre, et la preuve, c'est qu'en son absence le froid ne produit aucune maladie sur un individu sain. Il en est de même pour les crises; ce sera notre tâche de le démontrer. Nous nous attacherons à déterminer quelles sont les circonstances dans lesquelles elles se développent, et les causes à la suite desquelles elles éclatent. Mais nous insisterons surtout sur les conditions indispensables à leur existence, sur les phénomènes constants que l'on observe alors en dehors des causes si diverses, si variées, que l'on invoque selon le besoin du moment.

Pour résumer en une seule proposition le résultat de nos études sur la matière, nous dirons que les crises sont la réaction naturelle qui se produit après des efforts pour accroître encore la production déjà poussée à l'excès, et si les crises sont plus intenses de nos jours que dans les siècles derniers, c'est que nous disposons actuellement de moyens de production inconnus à nos pères. On devra donc s'habituer à l'idée du retour périodique de ces tourmentes commerciales qui, jusqu'ici du moins, paraissent une des conditions du développement de la grande industrie.

L'impulsion donnée au travail est telle que, pendant quelques années, les matières premières suffisent à peine aux manufactures, les importations et les exportations augmentent sans cesse; puis, sans qu'on s'y attende, tous les canaux sont remplis, il n'y a plus d'écoulement possible, toute circulation cesse et une crise éclate. Les spéculations s'arrêtent; l'argent, si abondant quelques mois auparavant, diminue; la réserve disparaît à son tour; les appels de fonds continuent; on ne peut y satisfaire; les titres flottants viennent sur le marché; de là, dépréciation de toutes les valeurs, obligation de se liquider dans les plus mauvaises conditions. Ces écarts, ces excès de la spéculation, sont trop dans la nature humaine pour qu'on puisse les prévenir par aucune mesure.

Quand on étudie les comptes rendus officiels publiés par le gouvernement et les grandes administrations publiques, on est frappé d'un fait très-remarquable, que les chiffres font ressortir d'eux-mêmes à première vue: on y trouve des périodes croissantes et décroissantes qui se succèdent avec la plus grande régularité. Il en est de même des tableaux de douanes, du prix moyen des céréales, des relevés du mouvement de la population, du cours des fonds publics; partout le même résultat se

manifeste, et partout nous trouvons une concordance parfaite avec les comptes rendus des banques.

Si nous examinons les comptes rendus officiels de la situation des banques de France, d'Angleterre, des États-Unis, on ne tarde pas à reconnaître au milieu des divisions nombreuses de leur actif et de leur passif, quelques chapitres dignes de la plus grande attention:

1° Le développement des escomptes et des avances;

2° La réserve métallique;

3° La circulation;

4° Les dépôts et comptes courants.

Les deux premiers surtout présentent une marche tellement identique et régulière dans les périodes de crise et de prospérité, qu'ils nous serviront de guide pour les reconnaître et pour nous indiquer si le danger est proche ou éloigné. Les deux derniers chapitres, la circulation et les dépôts, ne présentent pas la même régularité; leurs oscillations n'ont pas le même caractère; leurs écarts, beaucoup moins considérables, peuvent se manifester en l'absence de crises, par suite de quelques besoins particuliers et locaux, et sans influer sur la marche générale des affaires.

Nous allons donc procéder à l'étude des faits que nous venons de signaler.

Des escomptes. Le développement de l'escompte suit une marche régulièrement ascendante pendant un certain nombre d'années, six à sept ordinairement, pour arriver à un degré triple ou quadruple du point de départ; alors il s'arrête, présente un état de stagnation pendant une ou deux années, se relève et atteint souvent un chiffre énorme au moment où la crise éclate. On s'en convaincra en jetant les yeux sur le tableau qui suit:

BILLETS ESCOMPTEÉS.	1799	1805	1805	1814	1820	1820	1832	1832	1849	1859
	à 1804	à 1810	à 1813	à 1818	à 1826	à 1830	à 1839	à 1847	à 1857	à 1864
	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.
Point de départ. . .	111	255	255	84	255	253	150	150	256	1,414
Années prospères. . .	510	557	557	547	638	638	760	943	951	2,122
Temps d'arrêt. . . .	503	645	545	"	"	"	756	749	907	2,066
Crises.	630	715	640	615	688	617	1,047	1,329	2,085	2,881
Liquidations. . . .	255	391	84	253	407	150	847	256	1,414	2,448

De 1799 à 1804, l'escompte s'élève de 111 millions à 510 dans l'année la plus prospère (1802), retombe à 503 millions, atteint 630 millions au moment de la crise, et redescend à 255 après la liquidation.

Le même phénomène se présente six à sept fois dans la première moitié de ce siècle, et coïncide parfaitement avec toutes les révolutions, les guerres, les épidémies qui se renouvellent périodiquement dans notre pays.

Comparons maintenant le prix du blé aux époques de crise et de prospérité.

PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE.

Années d'abondance.	Années de disette.	Crises.
1799 16720 ^c	1803 24755 ^c	1804
1809 14 86	1812 34 34	1813
1814 17 73	1817 36 16	1818
1822 15 49	1829 22 59	1830
1834 15 25	1839 22 14	1839
1841 18 54	1847 29 01	1847
1849 14 15	1855 29 32	"
1859 16 74	1856 30 75	1857

Le maximum du prix du blé précède et accompagne toujours les crises, le tableau qui précède en fait foi. Le minimum ne se rencontre

pas toujours dans les années prospères, comme en 1814 et 1849; mais les prix sont toujours modérés dans les années heureuses, il n'y a pas d'exception.

De sorte que, d'après l'examen seul des *escomptes* et du *prix des céréales*, sur une période de cinq à six années au moins, on peut se rendre compte de la *proximité* ou de l'*éloignement* d'une crise, et, au lieu d'attribuer le malaise commercial aux troubles et aux révolutions, il faudrait chercher la cause et l'origine de ces dernières dans les écarts de la spéculation, l'encombrement des fabriques et la hausse des prix.

Tous les six ou sept ans, une liquidation générale paraît nécessaire pour permettre au commerce de prendre un nouvel essor.

Ce sont les liquidations qui produisent les crises, véritables pierres de touche de la valeur des maisons de commerce. Toutes celles qui ont entrepris au delà de leurs moyens succombent; les autres, assez robustes pour résister, reprennent le cours de leurs opérations avec une vigueur nouvelle, débarrassées des obstacles d'une imprudente spéculation. Mais aussi comment un industriel dont les produits sont demandés sera-t-il assez sage pour limiter sa fabrication aux besoins de la place? Par la force des choses il est entraîné à étendre sans cesse ses opérations tant que les demandes se succèdent, puis tout à coup la spéculation épuisée s'arrête; la production, lancée sur une grande échelle, est obligée de se ralentir, de se modérer; il faut réduire les salaires, ou même renvoyer une partie des ouvriers qu'on occupe, éveillant chez eux ces sentiments de haine qui se manifestent avec tant de violence dans les révolutions, que ce mécontentement, ce malaise général amènent.

On comprend comment ces perturbations périodiques apportées dans le travail doivent bouleverser les conditions d'existence de la classe ouvrière et lui imposer de rudes et pénibles privations: le mouvement des mariages, des naissances et des décès en rend un témoignage évident, sauf quelques exceptions dont il est facile de se rendre compte au moment où une grande guerre menace ou éclate. Dans ces circonstances, les mariages (les naissances, par suite) se multiplient sans mesure pour permettre aux jeunes gens d'échapper aux réappels sous les drapeaux.

Il y a donc une succession régulière dans les périodes prospères, les crises et les liquidations. Il nous suffira de jeter un coup d'œil sur les comptes rendus annuels, mensuels et hebdomadaires des banques de France et d'Angleterre pour montrer qu'on peut en suivre le développement pas à pas, presque mois par mois, ou du moins, et d'une manière très-claire, année par année. Les chiffres nous diront si la crise est proche ou éloignée, et, une fois l'orage passé, nous feront sentir le moment de la reprise des affaires.

C'est la mise en présence des relevés numériques *maxima* et *minima* qui offriront ce résultat remarquable, et dont la reproduction con-

stante depuis le commencement du siècle, en France et en Angleterre, prouve que nous n'avons pas affaire à un rapport fortuit, à un de ces accidents que le hasard amène. C'est que, une fois le *mouvement commencé* dans un sens ou dans un autre, *croissant* ou *décroissant*, il continue sans interruption jusqu'au moment où un revirement complet a lieu, ce qui ne veut pas dire que chaque mois le portefeuille, par exemple, sera supérieur au mois précédent; il y aura des oscillations; mais les *maxima* et les *minima* de chaque année seront toujours supérieurs et inférieurs à ceux de l'année précédente, sauf de rares et très-légères exceptions, que peut-être nous ne rencontrerions pas, si nous possédions le véritable chiffre extrême de l'année, tandis que la publication officielle ne donne la situation que pour un seul jour.

Le tableau ci-après résume les opérations des deux grands établissements qui varient le plus sensiblement, selon que la situation générale est prospère ou critique. Nous avons choisi de préférence, pour mettre ces variations en relief, les périodes de 1843-1847, 1850-1857, 1858-1861.

L'examen du tableau des escomptes (*voy. plus haut*) nous montre que, de 1799 à 1855, le minimum de l'escompte a varié dans de très-étroites limites, de 84 millions à 256. Après être descendu à 84 millions (1814) et à 150 (en 1832), il se trouve réduit, en 1849, au même chiffre qu'en 1805 et 1820.

L'escompte des années de crise présente presque régulièrement le même chiffre de 1804 à 1830.

1804 . . .	630 millions.	1826 . . .	688 millions
1813 . . .	640 —	1830 . . .	617 —
1818 . . .	615 —		

On dirait un chiffre fatal; il n'y a d'exception que pour l'année 1810. Depuis 1830, il prend un développement en rapport avec l'intensité, la grandeur de la spéculation, et s'élève :

1839 . . .	1,047 millions.	1857 . . .	2,085 millions.
1847 . . .	1,329 —	1864 . . .	2,881 —

Ce chiffre d'affaires, comparé aux années antérieures et postérieures, indique assez combien la spéculation est la cause de cette surexcitation factice du commerce. On peut donc craindre de voir les crises devenir de plus en plus graves avec le développement de l'industrie.

Ainsi en 1801 l'escompte retombe de 630 à 256 millions.
en 1830 — 617 à 155 —
en 1847 — 1,329 à 256 —
en 1857 — 2,081 à 1,414 —
en 1864 — 2,881 à 2,448 —

En 1847, l'escompte retombe à 256 millions comme au commencement du siècle; cela peut donner une idée du malaise commercial.

1. Il sera facile de suivre cette étude sur le tableau général, pour la France, jusqu'au commencement du siècle, et plus haut encore pour l'Angleterre. On trouverait ainsi dans le passé la confirmation du présent et de précieuses indications pour l'avenir. Nous donnons ces tableaux dans notre ouvrage sur les *Crises commerciales* et sur leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Couronné par l'Institut. Paris, Guillaumin.

Mouvements du portefeuille, de la réserve métallique et de la circulation des billets d'après les comptes rendus mensuels et hebdomadaires, en France et en Angleterre, pendant les trois dernières périodes.

	I. PORTEFEUILLE, ESCOMPTE						II. RÉSERVE MÉTALLIQUE.				III. CIRCULATION DES BILLETS.				
	FRANCE		ANGLE-TERRE.		TOTAL de l'escompte dans l'année.		FRANCE.		ANGLE-TERRE.		FRANCE.		ANGLE-TERRE.		
	MAX.	MIN.	MAX.	MIN.	FRANCE.	ANGLET.	MAX.	MIN.	MAX.	MIN.	MAX.	MIN.	MAX.	MIN.	
	fr.	fr.	l. st.	l. st.	fr.	l. st.	fr.	fr.	l. st.	l. st.	fr.	fr.	l. st.	l. st.	
1 ^{re} PÉRIODE.	1844	101	73	11	7	749	2.6	273	236	15	14	215	242	21	19
	1845	164	88	16	8	1,003	18.5	268	193	16	13	262	267	22	19
	1846	180	135	23	12	1,390	34.2	197	110	16	13	311	258	21	19
	1847	192	167	21	14	1,327	38.3	89	66	14	8	255	229	20	17
	1848	252	57	16	10	692	8.8	137	53	15	12	353	263	19	16
1849	57	41	11	9	256	4.5	289	145	17	14	413	359	19	17	
2 ^e PÉRIODE.	1850	144	100	14	9	1,175	7.4	475	432	17	14	492	449	20	18
	1851	150	93	15	11	1,240	15.2	622	470	17	13	563	503	20	18
	1852	273	106	14	10	1,804	7.7	608	510	22	17	671	552	23	19
	1853	394	231	19	12	2,847	25.9	533	316	30	14	655	628	23	20
	1854	410	241	16	13	2,947	22.6	497	280	16	12	642	582	22	19
3 ^e PÉRIODE.	1855	479	310	19	12	3,745	22.1	440	210	18	10	662	592	20	18
	1856	511	382	21	13	4,419	30.9	285	163	13	9	638	554	21	18
	1857	608	501	31	15	5,596	49.1	288	188	11	6	612	531	21	18
	1858	543	348	25	14	4,561	..	593	250	19	12	690	562	22	20
	1859	534	440	19	16	4,947	..	644	523	19	16	754	669	23	21
1860	562	437	24	19	5,083	..	548	431	16	12	787	709	24	20	
1861	608	444	21	16	5,329	..	431	285	14	10	778	713	21	19	
	1862	682	446	21	17	5,217	..	431	285	18	14	869	723	22	19
	1863	681	475	25	17	5,512	..	406	196	15	13	884	739	22	19
	1864	791	562	23	17	6,449	..	367	152	14	12	839	720	22	19

Chacune des périodes qui servent de base à ce tableau, comprend les années prospères et l'année extrême pendant laquelle la crise se déclare. Les deux suivantes sont celles de la liquidation. A partir de ces deux années, le mouvement reprend son cours, pour parcourir les mêmes phases.

La similitude et la simultanéité de ce mouvement, en France et en Angleterre, indiquent bien qu'il n'a rien de particulier et de local, et qu'il ne subit pas l'influence des institutions ou des lois du pays.

De la réserve métallique. La réserve métallique fait la contre-partie des escomptes. Dans les comptes rendus mensuels des banques, on est frappé du mouvement, en sens inverse, du portefeuille et de l'encaisse. Tandis que l'un augmente sans cesse, l'autre diminue sans bruit, s'écoule peu à peu d'une manière continue, et le vide se fait surtout remarquer aux époques de crise, dont chacune, pour l'observateur attentif, se révèle longtemps d'avance par la décroissance des maxima et des minima mensuels et hebdomadaires.

Le reflux du numéraire s'observe immédiatement après les crises, dans les deux ou trois années qui suivent, à la fin de la suspension des affaires ou au moment de la reprise. En se rétablissant avec une si grande rapidité, l'encaisse, comme les escomptes, offre un maximum supérieur à celui de la dernière période.

Ce double mouvement de l'escompte et de la réserve métallique n'est donc pas particulier à

1. Pour Paris seulement jusqu'en 1850; pour Paris et les succursales à partir de et y compris cette année. — Les sommes sont en millions de francs pour la banque de France, et en millions de livres sterling pour l'Angleterre.

une seule année, l'année de la crise, comme on semble le croire, puisque nous constatons que sa tendance dans un sens ou dans un autre est toujours très-marquée. La crise paraît et éclate quand, des deux côtés, il est porté aux dernières limites; ce qui prouve que, si des causes étrangères peuvent précipiter l'explosion, il faut bien reconnaître que tout était préparé depuis longtemps pour cette fin, et qu'un peu plus tôt, un peu plus tard il fallait liquider; car une crise n'est qu'une liquidation générale pour permettre aux affaires de reprendre sur une base solide, et non pas sur les ressorts d'un crédit trop tendu, que les charges accumulées finissent par rompre.

Variations de l'encaisse métallique à Paris, et à partir de 1848 les succursales et banques départementales comprises.

PÉRIODES.	MINIMA au commencement de la période.	MAXIMA.	MINIMA à la fin de la période.
1799 à 1804	5	25	1
1804 à 1810	1	83	32
1810 à 1813	1	124	5
1814 à 1818	5	118	34
1820 à 1826	34	218	86
1826 à 1830	86	238	104
1830 à 1836	104	181	89
1836 à 1839	89	249	169
1840 à 1847	169	279	57
1847 à 1857	57	626	152
1857 à 1864	152	646	152
1864 à 1871	152	1,318	398

La situation de l'encaisse métallique n'est plus la même que celle des escomptes et de la circulation des billets; son minimum s'observe toujours dans l'année où la crise éclate, et son maximum dans les années prospères, ce qui est le contraire pour les deux autres.

Le maximum de l'encaisse a varié de 25 millions (première période, 1799-1804) à 626, 1847-1856; 646 millions, 1857-1864, et 1,318 millions, 1864-1871.

Depuis 1814, le minimum de l'encaisse se rapproche beaucoup de celui de 1818 (34 millions), 57 en 1847, 49 en 1848; depuis la fusion des banques départementales, les mouvements de flux et de reflux sont encore plus considérables quoique le niveau de l'encaisse s'abaisse un peu moins.

Après chacune de ces dépressions de la réserve, le numéraire reflue plus abondant que jamais dans les caisses de la banque.

	PARIS seul.	PARIS et succursales.
Ainsi 1805 - 1807 de 1 à 89 millions	—	—
1825 - 1828 de 86 à 238	—	—
1836 - 1838 de 69 à 298	—	—
1848 - 1851 de 49 à 626	—	91 à 622
1857 - 1858 de 73 à 287	—	163 à 644
1864 - 1868 de 38 à 937	—	152 à 1,314

Les chiffres qui précèdent, mettent suffisamment en lumière ce double mouvement de flux et de reflux.

Circulation des billets. La circulation des billets présente des oscillations beaucoup moins grandes que les escomptes et la réserve métallique. Le maximum s'observe toujours dans les années qui suivent les crises, en France comme en Angleterre, alors que le maximum de la réserve métallique a été atteint. Quand les recours à la banque sont les plus pressants, elle a déjà baissé; quand ils diminuent, elle descend, avant de prendre un nouvel essor, à un minimum inférieur à celui de toutes les années antérieures.

Le maximum de la période 1840-1847 s'élève à 311 millions le 31 décembre 1845. Le 15 janvier 1847, l'encaisse tombée à son minimum, la circulation n'est plus que de 271 millions, et le 17 septembre 1847 elle était descendue à 217.

Il n'y a donc pas excès d'émission, puisque le total est de 40 millions inférieur au maximum déjà observé.

En Angleterre de même, le maximum de la circulation, 22 millions l. st., atteint en 1845, est réduit à 18 en octobre 1847, l'escompte à 6 p. 100; le 25 du même mois, quand il fut porté à 8 p. 100, la somme totale des billets n'en dépassait pas 20 millions l. st.

La circulation n'éprouve le contre-coup des variations des comptes courants que dans une très-faible proportion, car pendant qu'ils baissent de 83 millions (1845-1847), elle ne fléchit que de 24, et cette diminution ne tient probablement pas à cette seule cause, car le maximum de la circulation, 311 millions en 1845, ne correspond qu'à 95 millions en comptes courants; déjà en 1844, elle se tenait à 245 mil-

lions, quand ils ne dépassaient pas 39 millions. De 39 millions, ils s'élèvent à 120 (1844-1845), et cependant la circulation ne varie que de 245 à 260, de 15 millions environ. Les oscillations en hausse comme en baisse ne sont pas comparables.

Dépôts et comptes courants divers. Les dépôts et comptes courants ne présentent plus la régularité des mouvements de la réserve métallique et des escomptes. Les oscillations sont brusques, en rapport avec certains besoins particuliers rapidement satisfaits et qui n'influent pas sur la marche générale des affaires. On les observe indifféremment dans la prospérité et dans les crises. Les écarts peuvent s'élever du simple au double; une baisse ou une hausse de 50 p. 100, telle est la marche ordinaire et annuelle. Il ne faudra pas s'étonner si on les retrouve de même pendant les embarras des banques, sans y rattacher une trop grande importance, puisque ce n'est que la répétition naturelle du mouvement des années antérieures, alors sans influence sensible sur la réserve métallique ou sur le portefeuille.

En France et en Angleterre, la marche est la même. De 1840 à 1848, en France, ils varient de 32 millions (1842) à 120 (1845), et 37 en 1847 le 24 juillet, alors que l'encaisse était déjà remontée à 81 millions. Le 15 janvier 1847, quand elle était au plus bas, ils s'élevaient encore à 64 millions. Le minimum ne coïncide donc pas avec celui de la réserve métallique; mais, de plus, il paraît en être complètement indépendant. Car si nous jetons un regard sur les *minima* des années antérieures, nous retrouvons la même dépression sinon une plus grande en 1844-1843-1842-1841 (37, 34, 32, 35 millions). Ce sont les années prospères de la période.

De 1844 à 1857, nous observons la même marche. Le maximum des comptes courants de 197 millions tombe à 150 (1852-1857). Le minimum qui avait été noté en 1855 (92 millions), ne se présente plus; au moment où l'encaisse était réduite à 134 millions (3 janvier 1857), ils s'élevaient encore à 131 millions. Le 15 novembre, l'intérêt étant à 9 p. 100, l'encaisse au plus bas (181 millions), il y avait encore 125 millions en comptes courants: c'est-à-dire une somme de 25 à 30 millions supérieure au minimum de toutes les années antérieures.

En Angleterre, de même, les dépôts privés variant de 3 à 18 millions sterling de 1841 à 1846, retombent à 7 millions en 1847, minimum déjà observé en 1843, 1844 et 1845.

De 1848 à 1852, ils varient de 8 à 15 millions; dans les années suivantes jusqu'en 1859, ils ne tombent pas au-dessous de 9 millions; pendant la crise ce minimum n'est pas même atteint.

Le taux de l'escompte étant à 9 et 12 p. 100, du 4 au 18 novembre, les dépôts se maintiennent à 12 et 14 millions l. st. En décembre, au milieu des embarras d'une liquidation très-pénible, ils étaient déjà revenus au maximum, 15 millions l. st.

Nous insistons sur ces variations, parce que

des auteurs très-autorisés ont prétendu que les crises étaient le plus souvent produites par le retrait des comptes courants des banques, ce qui entraînait une diminution rapide de la réserve métallique; les faits prouvent le contraire.

Des avances des banques sur effets publics, actions et obligations des chemins de fer. L'augmentation et la diminution des avances ne suivent pas la même marche en France et en Angleterre. Dans notre pays, où elles n'ont pris quelque développement que depuis 1852, nous ne retrouvons plus la continuité du mouvement ascendant et descendant qui, pour les escomptes et la réserve métallique, avait frappé si vivement notre attention; tandis qu'en Angleterre, le chiffre maximum se trouve bien amené par une succession pour ainsi dire non interrompue, et coïncide avec celui des escomptes pendant les crises. L'exagération de la somme des avances au moment des embarras, leur dépression ou plutôt leur suppression presque complète pendant les liquidations, tout indique combien elles sont liées ici au mouvement commercial.

En France, au contraire, nous observons des oscillations brusques sans aucun lien entre elles, mais déterminées par un besoin spécial facile à reconnaître (au moment de l'émission des emprunts et des conversions, pour les avances sur effets publics, et au moment où on imprime une grande activité aux travaux des chemins de fer, pour les avances sur actions et obligations).

Le total annuel des avances sur effets publics, à Paris, qui s'élevait à 262 millions en 1852 (conversion du 5 p. 100), baisse à 68 en 1854. L'emprunt de la guerre d'Orient le relève à 452 millions, et en 1857, l'année de la crise, il ne dépasse pas 124 millions. Il en est de même pour les avances sur actions et obligations des chemins de fer: de 395 et 326 millions, en 1853 et 1855, elles ne s'élevèrent pas au-dessus de 102 millions en 1857.

Durée et liquidation des crises. La durée des crises est en général assez courte, si l'on ne considère que les moments les plus critiques pendant lesquels les demandes d'escomptes, la diminution de la réserve métallique, les changes défavorables engagent les banques à élever, coup sur coup, le taux de l'intérêt. Aussi longtemps que la confiance donne le crédit, il entraîne tout à sa suite. Les facilités qu'il procure engagent les transactions sur une grande échelle sans que l'on s'occupe des prix; le crédit n'est-il pas là pour vous soutenir et vous dégager? Mais il arrive un moment où, par la difficulté des échanges, il faut faire intervenir la balance métallique, alors les crises éclatent, la panique s'empare du public, les transactions s'arrêtent et les suspensions paraissent. Le crédit s'éclipse complètement, par son absence on juge de son utilité, mais en réalité on ne perd qu'une faible partie de ce qu'on lui devait. Cet état ne se prolonge pas au-delà de six semaines à deux mois, puis vient la liquidation de la crise qui se prolonge de

dix-huit mois à deux ans. A l'activité des années précédentes succède une langueur du commerce, réduit aux seules opérations du comptant. La hausse continue des prix des années précédentes, remplacée par une baisse rapide, arrête toutes les affaires qui trouvaient dans le crédit leur principal soutien.

L'exagération du commerce intérieur et extérieur, à des prix enflés par la spéculation et non aux prix naturels, voilà la principale cause de tous les embarras. Les produits ne pouvant s'écouler à un prix constamment supérieur, tous les échanges s'arrêtent, la marchandise étant offerte, la baisse est rapide: elle atteint de 25 à 30 p. 100 en quelques mois, effaçant ainsi, en un instant, la hausse de plusieurs années. Alors l'échafaudage si brillant du crédit s'écroule, les primes ont disparu: les valeurs ne trouvant plus d'acheteurs, il faut se liquider et abandonner ses rêves, réalisant une perte, là où une année plus tôt on comptait sur une fortune. Il ne faudrait pas cependant en conclure que le crédit et la spéculation sont funestes, car si les embarras commerciaux sont assez courts, une année ou deux au plus, les époques prospères présentent une succession continue de plusieurs années, six à sept en moyenne. Pendant cette période la progression est générale. L'argent, très-abondant, s'offre à vil prix sur le marché, l'intérêt baisse au-dessous de 3 p. 100; on répond de suite aux demandes de fonds; les souscriptions ouvertes sont de beaucoup dépassées; il faut les réduire, et tout cela quels que soient les événements qui viennent se jeter à la traverse. Dans ce moment, une grande guerre ne saurait arrêter le mouvement; les ressources sont telles qu'elles suffisent à tout, même aux plus énormes emprunts, les fonds publics peuvent en être affectés, le mouvement commercial ne se ralentit pas, se prolonge encore, jusqu'à ce que le portefeuille de la banque soit engorgé par des escomptes supérieurs à ceux de la dernière crise. Ce fait seul, qui précède toutes les mesures restrictives, indique assez les besoins, les embarras du commerce, qui ne peut continuer ses opérations sans faire de plus grands emprunts au crédit. On n'en est pas moins surpris, à la suite de ces bouleversements, du développement des sociétés, de leur activité et de leur puissance. Quant au retour périodique des crises, il se trouve clairement indiqué par leur simple énumération depuis le commencement du siècle. En voici la liste:

EN FRANCE.	EN ANGLETERRE.	AUX ÉTATS-UNIS.
1804	1803	•
1810	1810	•
1813	1815	1814
1818	1818	1818
1826	1826	1826
1830	1830	•
1836	1836	1837
1839	1839	1839
1847	1847	1848
1857	1857	1857
1864	1864	Quatre de la récession.

La simple inspection du tableau qui précède démontre la solidarité de ces contrées, puisque

à quelques mois de distance nous les retrouvons dans la même situation.

Le développement régulier du commerce et de la richesse des nations n'a pas lieu sans doute et sans résistance, il y a des temps d'arrêt où tout le corps social paraît paralysé, toutes les ressources évanouies; on croirait la société sur le point de disparaître dans un abîme ou du moins de se liquider par une banqueroute générale.

Plus on observe les crises commerciales depuis que l'on possède des relevés officiels de la situation des banques en France, en Angleterre et aux États-Unis, c'est-à-dire depuis le commencement du siècle, plus on demeure convaincu que leur marche, leurs accidents deviennent de plus en plus simultanés, et que dès qu'un embarras se fait sentir d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, il est rare qu'il ne réponde pas du côté opposé. Si nous resserons le cercle de nos recherches, nous constatons qu'en Angleterre et en France, depuis 1800, les crises ont suivi une marche régulière et parallèle, éclatant et se liquidant presque aux mêmes époques.

Si, en Amérique, elles ont été moins remarquées dans les premières années, cela tient au faible développement de ses relations et de son commerce, mais elles ne tardent pas à prendre leur rang et leur place dans les perturbations commerciales qui désolent périodiquement le monde, sans arrêter néanmoins le développement de sa prospérité. On peut même dire que la gravité des crises est en rapport avec le développement de la richesse du pays. C'est un temps d'arrêt, qui, après une hausse de plusieurs années où la spéculation avait fini par prendre la première place, permet au commerce régulier de reprendre son allure normale après s'être débarrassé d'une imprudente spéculation. Aussi à aucune époque ne voit-on un pareil entrain, plus de facilités dans les affaires, plus de confiance et de sécurité qu'après la liquidation des crises. Comme leur nom l'indique, ce sont des accidents fâcheux, il est vrai, mais, comme dans les maladies, elles préparent un état meilleur en rejetant au dehors tout ce qui était impur.

Malgré le grand nombre de faillites que l'on signale sur leur passage, il est rare de voir de bonnes maisons succomber, celles qui se sont laissées entraîner dans des spéculations insensées, liquident et débarrassent le marché d'une cause incessante de trouble et de ruine. Tant que la hausse persiste, on échange les produits, personne ne perd, mais malheur au dernier détenteur ! la baisse est si rapide que, les moyens de crédit qui l'ont engagé et soutenu jusque-là lui faisant défaut, la ruine est inévitable; le commerce rentre ainsi dans ses voies naturelles.

Les mauvaises récoltes, la cherté des céréales, les disettes se rencontrent assez souvent dans notre pays avec l'engorgement du portefeuille des banques, et apportent une nouvelle complication à une situation déjà mauvaise: cette coïncidence n'est cependant

pas indispensable pour produire une crise commerciale; nous en avons la preuve en observant ce qui se passe en Amérique, où, malgré le bas prix des céréales, le développement des escomptes, l'abus du crédit porté à un certain degré, les fait éclater un peu plus tôt qu'en Europe, la situation des deux côtés étant également embarrassée.

Si la disette se rencontre avec le trop plein des portefeuilles, la crise sera plus grave sans doute, mais ce ne sera toujours qu'un accident, cause de troubles d'autant plus grands, que, la pyramide du crédit se trouvant renversée, au moindre ébranlement tout s'affaisse et croule. La dépression du portefeuille indique bien si la liquidation a été radicale et profonde, et dans ce cas on peut promettre une reprise active et durable des affaires. Si, au contraire, il n'y a qu'un temps d'arrêt, une légère diminution des escomptes, une demi-liquidation en un mot, on se relève un peu, mais pour retomber bientôt.

OPINIONS ANTÉRIEURES SUR LES CRISES.

Dans chaque pays, en France, en Angleterre et aux États-Unis, on a eu une opinion particulière sur les causes des crises, et cette opinion a varié selon les époques et les événements. Dans tous les cas cependant on est assez porté à accuser son voisin et à rejeter sur lui la faute. On convient qu'on a été entraîné presque malgré soi, de manière à s'absoudre ainsi d'avance. Sans les complications extérieures, répète-t-on sans cesse, notre position serait bonne et cependant les crises sévissent partout dans des circonstances semblables et au même moment, comme nous l'avons indiqué. Le point de départ seul varie, tantôt en France (1818), tantôt en Angleterre (1825), tantôt en Amérique (1836). Mais dès que l'ébranlement est donné, comme la flamme d'une trainée de poudre, elles se propagent avec une rapidité foudroyante sur les principales places de commerce du monde. Il faut donc, pour continuer notre comparaison, et puisque la mine éclate partout à la fois, que partout elle ait été préparée et chargée, n'attendant plus qu'un accident qui tôt ou tard, d'un point ou d'un autre, devait produire l'explosion.

Reconnaissant difficilement que les crises ne sont pas un fait contemporain, mais le résultat d'altérations profondes dans les opérations du crédit et dans les fonctions productives de la société, la plupart des auteurs, plus préoccupés de l'époque où ils écrivaient, ont cherché à expliquer par des causes toutes spéciales et particulières aux circonstances, leur origine et leur nature. A toutes les époques on a pris l'événement dominant du moment pour la cause de tout le mal. Tantôt c'était une perturbation intérieure ou extérieure; et puis il était si commode d'accuser la mauvaise constitution des banques de circulation, notamment la limite artificielle, dit-on, qu'elles imposent à leurs opérations en les faisant dépendre de l'encaisse métallique. On aimait à oublier que la condition essentielle de l'émission des billets, c'est la

disponibilité monétaire que rien ne peut remplacer : supprimer l'obligation de les rembourser à présentation en numéraire, c'est amener dans un temps très-court leur inévitable dépréciation. L'expérience a été faite en France, en Angleterre, aux États-Unis, partout elle a été concluante.

Il faut bien se rappeler que le billet de banque n'est qu'une obligation, qu'un effet commercial, un simple engagement, une simple promesse; il ne remplace ni l'or ni l'argent, bien que par sa facile circulation il en économise l'usage. Les billets à ordre, les lettres de change, les billets des banquiers, les chèques, les lettres de crédit, quoique ne possédant pas tous les avantages des billets de banque, entrent aussi dans la circulation et ne permettent aucune assimilation entre la circulation métallique et la circulation fiduciaire. En Angleterre, dans ces dernières années, pendant que la circulation de la banque s'élevait à 30 millions l. st., l'ensemble des lettres de change était évalué à plus de 130 millions liv. sterl. (Tooke, Newmarch), et l'on calcule que ce papier circule un tiers plus vite que la monnaie. L'immense quantité des chèques qui s'échangent au *Clearing House* (150 millions de francs par jour et au delà), remplissent aussi les fonctions du billet de banque.

Les institutions de crédit restant le principal espoir, la seule source des secours au milieu des embarras, on a examiné avec soin leur constitution. Chacun des chapitres de leur bilan, privilège, monopole, capital nominal, réalisé et disponible, circulation, réserve métallique, dépôts en comptes courants, variation du taux de l'intérêt, tout a été tour à tour critiqué et accusé; à entendre les plaintes, si on y eût fait droit, les crises disparaissaient pour toujours. La variété des causes et des moyens proposés pour prévenir ou guérir d'un mal dont les symptômes et les résultats sont semblables, jette quelques doutes sur leur efficacité.

La diminution de la réserve métallique, la suspension du remboursement de billets, les difficultés de l'escompte, sans même parler du taux élevé que l'on réclame alors, voilà les plus graves difficultés contre lesquelles il faut lutter.

Voyons donc les opinions des principaux économistes et des commissions d'enquête sur ce sujet. Tout d'abord on a accusé ce qui était le plus apparent, les guerres, les révolutions, les disettes, les emprunts, etc. Mais les crises sévissent en dehors de toutes ces complications dont l'influence funeste ne doit cependant pas être méconnue. Commençons par les causes les plus généralement admises, nous parlerons ensuite des opinions particulières de quelques économistes.

Causes politiques des crises. Quoique, dans la production des crises commerciales, l'influence des causes politiques soit secondaire, on ne saurait cependant ne pas en tenir compte. Tout ce qu'elles entraînent de complications, de désordre et de ruines, frappe les yeux avec une telle évidence que pour quiconque ne

scrute pas les origines, c'est là que l'on trouve l'explication la plus commode, la plus simple, la plus facile à percevoir de toutes les perturbations commerciales. On en est d'autant plus flatté, que l'on rejette sur les événements, les embarras, la gravité d'une position critique dans laquelle, avec la plus grande imprudence, on n'avait pas craint de s'engager.

Cependant si nous jetons un regard en Angleterre et aux États-Unis, nous constatons que les crises les plus graves, dans ces deux pays, ont éclaté en dehors de toute complication politique (crises de 1825, 1837, 1847, 1857).

Mais reprenons depuis 1800 la série des crises et des événements politiques, cherchons non plus seulement à l'étranger, mais encore chez nous en France, leur coïncidence avec les événements politiques si divers et si variés qui, comme une suite de changements de tableaux à vue dans un spectacle, sont venus successivement surprendre toutes les prévisions et renverser les combinaisons des plus fins politiques.

La crise de 1804 n'éclate qu'une année après la paix d'Amiens.

La crise de 1810 apparaît au moment de l'établissement du blocus continental, qui devait, selon les prévisions de son auteur, nous donner une suprématie commerciale incontestée. Au contraire les guerres d'Autriche, de Prusse, d'Espagne n'avaient pas arrêté le mouvement et l'accroissement des affaires. La reprise avait été rapide, et ce fut seulement après les désastres de 1813 et de 1814 que la liquidation fut complète.

La crise de 1818 éclate en pleine paix, à la suite d'une période d'excitation fébrile et de souscriptions inépuisables, du moins on le croyait, à tous les emprunts.

Les gouvernements français et étrangers y puisaient à pleines mains pour liquider les dépenses et constituer la dette que les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient laissée comme un souvenir dans toute l'Europe, chez les vainqueurs comme chez les vaincus.

La crise de 1825-1826 ne se fit sentir que trois années après la guerre d'Espagne, et en Angleterre et en Amérique elle fut beaucoup plus intense qu'en France.

La crise de 1830 seule coïncide avec la révolution de Juillet. Mais le développement du commerce et de l'industrie en 1829 à 1830 indiquait déjà combien la situation était tendue, les affaires difficiles. Ce fut la dernière goutte d'eau qui fit déborder le bassin déjà plein, et força une liquidation qui avait été incomplète en 1826. Aussi quel développement rapide de l'industrie et du commerce jusqu'en 1836! À ce moment les deux crises anglaise et américaine retentissent en France et produisent un temps d'arrêt, le mouvement reprenait cependant jusqu'en 1839; mais alors partout les embarras, quoique à des degrés divers, se faisaient sentir sans aucun accident politique pour les expliquer ou les motiver. La question d'Orient en 1840, qui menaça de troubler la paix de l'Europe, suit, mais ne précède pas la crise.

La période de 1810-1847 se passe sans événements politiques considérables. En l'absence de toute secousse, le développement de la richesse des nations prend une allure plus rapide. La crise de 1847 avait déjà sévi avec toute son intensité en France et en Angleterre, quand éclata la révolution du 24 février 1848. Après une période prospère les moindres souffrances paraissent insupportables, et les populations mobiles, comme la nôtre, cherchent un remède, un soulagement à leur malaise dans des révolutions intérieures, tout au moins une distraction, et un écoulement du trop plein de la population dans des guerres extérieures avec leurs dévorantes conséquences.

Rien ne prouve mieux l'influence et l'action des crises commerciales sur la vie des peuples et sur les variations de l'opinion publique dans les temps difficiles et dans les années prospères, puisque cette dernière dépend presque entièrement de l'une ou de l'autre de ces situations. Tooke fait observer que la guerre déclarée en 1793 ne fut pas l'origine du peu de confiance et du discrédit qui arrêta le commerce à cette époque. Elle aggrava la situation qui était mauvaise par suite de l'extension du système du crédit et du papier de circulation dans le monde entier. Les faillites paraissent en automne 1792 : les consolidés étaient encore à 90. *La baisse des prix ne vient pas de la guerre, mais de la liquidation des grandes opérations entreprises deux ou trois années auparavant.*

La dernière crise de 1857, si terrible en Angleterre et aux États-Unis, n'a eu sur le moment qu'un faible retentissement en France. On a pensé quelques blessures légères en silence, puis on a voulu repartir; mais depuis ce moment jusqu'en 1860, le mouvement a été enrayé, et tant que l'évolution naturelle, c'est-à-dire une liquidation sérieuse, n'a pas eu lieu, la reprise a été bien difficile; tout le monde, « les départements, les villes et les compagnies particulières s'étant lancés dans des dépenses très-considérables ». (Paroles de M. Fould dans son mémoire de 1861.)

À l'étranger une crise peut éclater sans que l'on rende le gouvernement responsable de ses conséquences; il est vrai que dans les années heureuses on est moins porté à lui rendre grâce comme à l'auteur et à la seule source de toutes les prospérités. Il laisse plus volontiers le bien se faire seul par la lutte loyale et féconde de tous les intérêts engagés.

En France, averti triste à faire, malheureusement trop confirmé par nos nombreuses révolutions, on a un attachement très-peu chevaleresque pour le pouvoir. On l'appuie et on l'applaudit tant qu'il fait nos affaires, ou peut-être mieux, tant qu'il nous les laisse faire; du moment où, par notre faute le plus souvent, elles deviennent difficiles et embarrassées, nous lui retirons notre confiance. Après nous être mis dans une fausse position, nous sommons le pouvoir d'aviser, ou bien, nous agitant sur notre lit de douleur, nous réclamons de lui des réformes quelquefois insignifiantes, toujours re-

gardées comme des panacées à tous nos maux, et nos réclamations ne sont qu'un mode de manifester notre mécontentement. De cette fenestre et périlleuse habitude de lui attribuer tout le bien dans les années prospères, il résulte, par un effet contraire, qu'on le charge et qu'on l'accuse de tout le mal dans les moments de crise. De là ce va-et-vient de l'opinion publique en France, qui tantôt élève une dynastie, tantôt la renverse.

Crises monétaires. D'après l'examen que nous venons de faire, peut-on admettre qu'il existe des crises monétaires en dehors des crises commerciales, crises toutes spéciales, caractérisées par la diminution de la réserve métallique, par l'écoulement du numéraire pour la balance de certains paiements intérieurs ou extérieurs, et qui s'arrêtent d'elles-mêmes quand ces besoins passagers ont été satisfaits? Si on comprend sous ce titre, la simple diminution de l'encaisse, suivie d'une légère augmentation du taux de l'escompte, il est certain que ces mouvements ne sont pas rares, mais aussi ne portent jamais une perturbation sérieuse dans les affaires, et le plus souvent ont bien vite cessé. Ce sont des déplacements périodiques des besoins du commerce réclament; mais ce ne sont pas des crises, car on les voit régulièrement se reproduire chaque année. Les recours à la réserve métallique sont modérés et jamais menaçants; une simple augmentation de l'escompte de 1 p. 100 et, souvent même sans aucun changement, tout s'arrête. Nous ne trouvons pas ici le trop plein du portefeuille, les demandes d'escompte précipitées, les changes défavorables, qui drainent en même temps le numéraire avec une telle rapidité et dans de telles proportions que, dans la crainte de voir le remboursement à vue de billets menacé, on élève coup sur coup le taux de l'escompte, on réduit les échéances, on supprime même tout crédit. C'est seulement dans ces cas que l'on peut dire qu'il y a une crise monétaire, mais alors la crise commerciale domine. Dans les autres circonstances, une simple crise monétaire, si on veut lui conserver ce nom, n'est qu'un accident sans gravité, que l'on désigne improprement de crise.

Opinions des principaux économistes. J. B. Say pensait que l'empressement du public, dans les crises, à réclamer le remboursement des billets, le *run* sur la banque, en un mot, selon l'expression anglaise, tenait à l'excès d'émission, ce qui faisait baisser la valeur de l'or et engageait à l'exporter là où il la conservait entière. La multiplication de l'agent de circulation pour l'escompte donnait ainsi aux affaires une extension non proportionnée aux capitaux.

J. B. Say accusait à tort l'excès d'émission des banques, la cause de tout le mal, c'est l'excès d'émission des effets de commerce, des lettres de change qui ne se compensent pas à l'échéance, parce que les produits dont le prix s'est élevé, circulent plus lentement; pour combler le vide, il faut avoir recours aux espèces.

Senior fait remarquer qu'en 1825, l'exportation des métaux précieux s'est élevée à 4,400,000 livres sterling. De 1855 à 1857, en France, si on en juge par les achats de lingots, la somme exportée dépasse 1,300 millions de francs!

Wilson attribue les crises à une simple fièvre de spéculation à un moment donné, par suite des apparences séduisantes de certaines opérations. Mais qui provoque ce vertige? C'est ce qu'il n'indique pas.

Tooke cherche à montrer la liaison des crises avec l'élévation du prix des céréales, dont le retour est aussi périodique. Il insiste sur les variations du cours des changes et avec beaucoup de sagacité indique son importance pour la balance des paiements à l'étranger. Dans un tableau très-curieux, il indique la coïncidence d'un change favorable avec la diminution des dépenses extérieures (guerre, achats de grains, etc.). L'intervention de ces deux dernières causes n'est pas toujours nécessaire, car, en 1825, alors qu'elles n'agissaient pas, la dépression des changes fut telle que le drainage de la réserve métallique continua la plus grande partie de l'année.

On ne peut juger de l'excès ou du défaut de la circulation d'après le nombre des billets émis à la réserve métallique. L'exportation ou l'importation des métaux précieux, le change, en un mot, l'indique seul.

En Angleterre, l'exagération de l'émission et des spéculations en tous genres ont surtout préoccupé les auteurs qui ont traité des crises commerciales. En France, M. Coquelin, dans son ouvrage du crédit et des banques, rappelle l'opinion de J. B. Say; mais au lieu d'accuser le simple remboursement des billets, il croit que ce sont plutôt les dépôts en comptes courants que l'on retire en numéraire. Les banques privilégiées seraient la cause de tout le mal. Leur monopole produit un engorgement des fonds de l'épargne et un débordement de ces fonds cherchant un emploi. M. du Puynode, dans son ouvrage: *De la Monnaie, du Crédit et de l'Impôt*, partage entièrement les opinions déjà exprimées par M. Coquelin.

Nous avons indiqué les objections faites à la constitution actuelle des banques, et les moyens proposés pour soutenir le commerce, la spéculation même, par des secours si bien combinés qu'ils ne seraient jamais victimes de leurs écarts, et pourraient tout braver impunément.

Les plus simples observations nous prouvent combien les faits sont en désaccord avec ces séduisantes théories.

L'excès d'émission des billets n'est surtout sensible que là où la liberté existe, car, si nous étudions la circulation des banques privilégiées en France et en Angleterre, nous constatons que, depuis la reprise des paiements, elle ne présente rien d'exagéré au moment des crises. Elle éprouve des variations annuelles et le maximum ne se présente jamais pendant les embarras, au moment où la réserve métallique est au plus bas.

Voici le tableau des variations de la circulation pendant les quatre dernières crises, en Angleterre et en France.

	ANGLETERRE.		FRANCE.		
	Millions l. st.		Millions fr.		
	MAX.	MIN.	MAX.	MIN.	
1^{re} PÉRIODE					
1820	26	22	1820	171	122
1822	20	16	1824	251	194
1825	26	19	1825	243	179
2^e PÉRIODE.					
1832	19	16	1831	238	200
1834	20	16	1835	241	207
1837	20	16	1836	231	196
3^e PÉRIODE.					
1840	18	15	1840	251	200
1845	22	19	1846	311	243
1847	20	17	1847	298	217
4^e PÉRIODE.					
1848	19	16	1848	415	272
1853	23	20	1853	685	628
1857	21	18	1857	649	529

Le maximum précède toujours les crises; quand elles éclatent, il a déjà baissé.

Le rapport du papier à la réserve métallique est beaucoup plus variable, de un tiers à un septième. Aux Etats-Unis c'est presque toujours cette dernière proportion que l'on rencontre. En 1837, il y avait dans les caisses un dollar métal pour six en papier; en 1857, un dollar métal pour huit.

La circulation officielle privilégiée n'est pour ainsi dire rien à côté de la circulation privée et libre qui, sous le titre de lettres de change, lettres de crédit, billets à ordre, mandats, chèques, remplit les fonctions du billet de banque d'une manière si utile pour la société. MM. Tooke et Newmarch ne l'évaluent pas à moins de 180 à 200 millions liv. sterl. dans ces dernières années, pendant que la circulation de toutes les banques d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande ne dépassait pas 41 millions. C'est là qu'on peut trouver l'exagération quand, les promesses de payer arrivées à échéance, la vente des produits n'ayant pas eu lieu, ou les rentrées n'étant pas faites, on se tourne vers la banque, et que, non-seulement pour son crédit, mais pour la balance de certains paiements, on s'attaque à l'encaisse métallique.

Ce sont ces engagements qui, pour la plupart, ne pouvant être admis par les banques, causent les suspensions, les liquidations forcées, les faillites, en un mot, tout le cortège ordinaire des crises.

Comment comprendre, en effet, que les banques puissent étendre assez leur circulation pour absorber la partie flottante et la moins sûre de toutes ces promesses de payer, auxquelles non-seulement on ne fait pas honneur, mais dont on demande le renouvellement?

A chaque période nous retrouvons la succession des mêmes accidents: augmentation rapide du portefeuille, changes défavorables, diminution de la réserve, épuisement des caisses de la banque, en présence d'une circulation presque immobile.

Ainsi, en 1804, en 1813, en 1847, en 1857, les mesures défensives, l'élévation du taux de l'escompte, la diminution de sa durée, la limitation des remboursements, leur suspension même, ne sont prises qu'au moment où la crise, arrivée à son apogée, était sur le point de s'arrêter et de décroître: cela est si vrai, que l'argent rentre de suite, ce qui n'aurait pas lieu, si les mêmes besoins se faisaient sentir. Car on comprend que ces restrictions s'opposent à la sortie du numéraire; mais qu'elles le fassent rentrer si la demande reste la même, c'est ce que l'on saisit moins, si l'on n'admet pas la vente forcée des produits dont la spéculation chargée ne voulait pas se dessaisir en perte, seul et unique moyen de faire cesser la compensation des échanges par une *balance métallique*.

En France, comme on ne pouvait accuser l'acte de 1844, on s'est appliqué à chercher ailleurs la cause et le remède des crises. Le capital, les dépôts en comptes courants, la fixité du taux de l'escompte, voilà l'objet des plus sérieuses discussions.

Nous passerons sous silence les opinions plus hasardées et extra-scientifiques qui ne craignaient pas de proposer le retour plus ou moins déguisé au papier-monnaie.

A toutes les époques, la banque a toujours livré à la circulation une somme bien supérieure à son capital. en acceptant les sacrifices passagers que la position lui imposait, et que l'intérêt de ce capital immobilisé en rente compensait et au delà dans les années prospères. Son capital même, toujours disponible, ce qui serait conforme à son institution, ne préserverait pas l'encaisse dans les moments difficiles. Le compte rendu des opérations de la banque nous apprend, en effet, que les achats de lingots se sont élevés à la somme de 1,300,000,000 fr., de 1855 à 1857, ce qui représente près de quinze fois le capital.

Quant aux dépôts et aux comptes courants, nous avons exposé l'opinion de M. Coquelin, soutenue par M. du Puyode. Malheureusement, si elle séduit au premier aspect, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elle ne s'accorde pas avec les faits, quand on prend la peine de la contrôler sérieusement sur les chiffres officiels.

En France et en Angleterre, les oscillations considérables, puisqu'elles peuvent varier *chaque année*, de 33 p. 100 environ en Angleterre, et de 50 p. 100 en France, ne présentent pas, comme on pourrait le penser, leur minimum au moment des plus grands embarras des affaires et quand on rappelle tous les capitaux disponibles.

Dans les deux dernières périodes, en 1847 et en 1857, le minimum des dépôts s'observe dans les années qui précèdent la crise en France et en Angleterre.

Le maximum que l'on remarque dans les années les plus prospères est presque atteint l'année même où se rencontre le minimum.

Voici le tableau de la situation :

DÉPÔTS, COMPTES COURANTS.

BANQUE D'ANGLETERRE.			BANQUE DE FRANCE.		
(En millions de livr. sterl.)			(En millions de francs.)		
ANNÉES.	MAX.	MIN.	ANNÉES.	MAX.	MIN.
1845 . . .	11	8	1844 . . .	60	37
1846 . . .	18	8	1845 . . .	120	42
1847 . . .	11	8	1847 . . .	69	37
1852 . . .	15	9	1852 . . .	157	104
1856 . . .	14	9	1855 . . .	167	92
1857 . . .	15	9	1857 . . .	150	104

Le plus simple examen nous montre les variations considérables qui se reproduisent annuellement et constituent ce que l'on peut appeler le mouvement normal des dépôts.

Ce qu'il faut surtout noter, c'est qu'en Angleterre le minimum et le maximum varient très-peu. En France, le maximum seul présente de grands écarts, mais les *minima* dans chaque période n'ont pas varié.

Dans les deux pays, on observe le même minimum dans la prospérité et dans les crises.

Bien plus, le minimum ne se rencontre même pas avec celui de la réserve métallique.

En Angleterre, en 1857, le minimum, 9 millions livres sterling, se présente le 27 juin, alors que l'encaisse était encore de 11 millions. Quand il fut réduit à 6 millions (18 novembre), l'escompte à 10 p. 100, les dépôts privés étaient déjà remontés à 13 millions ou même à 14,900,000 liv. sterl., le 25 novembre, l'encaisse encore réduite à 7 millions.

Il en est de même des dépôts publics. Le minimum, observé en juillet 1857 (3 millions), s'était relevé en octobre (8 millions), fléchit de nouveau à 5 millions, puis du 11 au 25 novembre varie à peine avec tendance à la hausse (6 millions le 2 décembre).

En France, le 13 mars 1857, le minimum des comptes courants (104 millions) se rencontre avec une réserve métallique s'élevant encore à 219 millions.

Le 15 novembre, quand celle-ci fut réduite à son minimum, les comptes courants étaient déjà remontés à 125 millions.

Le chiffre minimum du compte courant du Trésor ne coïncide pas davantage avec la dépression de la réserve métallique, c'est en mars qu'il se présente (68 millions); en septembre, à la veille de la crise, il touche au maximum (121 millions), et enfin, en novembre quand l'encaisse est menacée, il ne tombe qu'à 72 millions. D'ailleurs, le Trésor ne retire pas ses dépôts en numéraire; il est le premier intéressé à venir au secours de la banque, et les billets qui servent à solder les divers services publics ne sont pas du nombre de ceux qui se présentent au guichet des remboursements pour des paiements à l'étranger.

L'étude attentive de la marche des dépôts ne confirme pas les vues si ingénieuses d'ailleurs de M. Coquelin. La pratique ici vient réfuter la théorie.

En Amérique, le développement rapide des dépôts, qui, de 109 millions de dollars, s'é-

taient élevés à 230 millions en 1857, avait encore été dépassé par le chiffre des escomptes et des avances, qui de 364 millions avait atteint 684 millions, et enfin le rapport si dangereux et tout artificiel de la réserve métallique au papier en circulation, rapport de 1 à 8 était toujours menaçant. Ces deux dernières causes seules devaient amener une suspension que le retrait des dépôts précipitait encore.

Que dire maintenant de la liberté des banques? car c'est la conclusion de MM. Coquelin et du Pynode. Peut-on sérieusement la considérer comme un moyen pratique pour prévenir les écarts de la spéculation? L'histoire comparée des crises aux États-Unis, en Écosse, en Angleterre, en France, pays appartenant, les uns au régime de la liberté et les autres à celui du monopole, nous dispense d'insister.

Il nous reste à examiner le dernier moyen proposé : la fixité du taux de l'escompte. Un auteur anonyme pense que cette fixité produirait, ce que tout le monde désire, l'inappréciable bienfait d'une sécurité parfaite pour la circulation toujours régulière et facile des engagements qui représentent les échanges réalisés. Mais cette dernière condition, *capitale* dans le système, est-elle toujours remplie? Si le mouvement régulier et prospère des affaires attire la spéculation à la vue des bénéfices réalisés, elle ne tarde pas, quand elle est à bout de moyens, d'employer tout ce qui peut, pour la soutenir, accroître la circulation du papier; de là, les billets de complaisance. Afin de se procurer des capitaux, dont l'usage se fait payer très-cher, beaucoup de maisons n'hésitent pas à se créer, par un système de crédit illusoire, des ressources fictives, et mettent en circulation des sommes qui n'ont aucune raison d'être. Première cause d'erreur. La seconde, c'est de penser que, quand l'escompte est à bas prix, les banques se montrent plus faciles, moins sévères dans le contrôle des effets escomptés, de là une extension illégitime du crédit commercial. Le total des effets escomptés n'est cependant jamais plus bas qu'à ces époques. Mais ce que l'on conseille a déjà existé sans produire les bienfaits effets qu'on en attend. Pour proposer la fixité du taux de l'escompte et l'augmentation de la circulation des billets comme moyen de salut, il faut avoir oublié les crises de 1804, 1810, 1813, 1818, 1826, 1830, 1839, 1847, pendant lesquelles ni la fixité de l'escompte, maintenu à 5 p. 100, ni la liberté d'émission qui était entière dans quelques pays, n'ont pu prévenir aucun désastre.

Les crises, comme les maladies, paraissent une des conditions de l'existence des sociétés où le commerce et l'industrie dominant. On peut les prévoir, les adoucir, s'en préserver jusqu'à un certain point, faciliter la reprise des affaires; mais les supprimer, c'est ce que jusqu'ici, malgré les combinaisons les plus diverses, il n'a été donné à personne. Proposer un remède à notre tour, quand nous reconnaissons le peu d'efficacité de ceux des autres, n'était pas possible, d'autant moins que par

une évolution naturelle l'équilibre se rétablit et prépare un sol ferme sur lequel on peut s'appuyer sans crainte, pour parcourir une nouvelle période. C'est déjà beaucoup que de connaître la nature et le siège du mal; une modification du système ne suffit pas pour l'arrêter ou le supprimer; il appartient seulement à l'expérience et à l'activité intelligente de ceux auxquels est confiée la direction des institutions de crédit, d'en restreindre ou d'en atténuer les fâcheux résultats.

Nous ne pouvons qu'indiquer ici la solidarité et l'harmonie parfaite qui existent entre les oscillations si remarquables des escomptes et de la réserve métallique, et les autres phénomènes, manifestations de la vie des peuples, tels que les transactions commerciales (importations, exportations), le mouvement de la population (mariages, naissances, décès), des revenus publics, des contributions directes et indirectes, des découverts du Trésor, de la dette flottante, etc. : tout marche ainsi entraîné dans une commune solidarité, soumis aux mêmes influences et comme obéissant à la même puissance d'expansion et de retrait. La répétition constante des mêmes accidents, dans les trois grands pays du crédit et des affaires, donne ainsi la meilleure confirmation scientifique de ce que nous voulions démontrer.

Le développement régulier de la richesse des nations n'a donc pas lieu sans douleurs et sans résistances. Dans les crises, tout s'arrête pour un temps, le corps social paraît paralysé; mais ce n'est qu'une torpeur passagère, prélude de plus belles destinées: en un mot, c'est une liquidation générale. CLEMENT JUGLAR.

CROISADES. On désigne généralement par ce nom les guerres entreprises pour la délivrance du tombeau de Jésus-Christ et l'extirpation des infidèles. Dès les premiers jours du christianisme, Jérusalem fut considérée comme une ville sainte par les chrétiens. Plusieurs localités, Bethléem, le Thabor, etc., rendues célèbres par des épisodes de la vie du Christ, devinrent également l'objet d'une espèce de culte, et furent réputées *lieux saints*. De tous temps aussi, la piété des chrétiens les porta à faire le voyage de Palestine; le zèle devint plus ardent encore, les pèlerins affluèrent en plus grand nombre le jour où les papes appliquèrent à ce pèlerinage des indulgences plénières. Lorsque l'islamisme envahit l'Asie occidentale, quand le khalif Omar se fut emparé de Jérusalem, les chrétiens n'en continuèrent pas moins à visiter la Terre-Sainte en toute sécurité. Le fanatisme des musulmans fut réprimé par les khalifs de Bagdad, et, plus tard, par ceux du Caire, jusqu'à Hakem. Ce dernier (vers 1100), Join d'imiter la tolérance de ses prédécesseurs, organisa contre les chrétiens de Syrie une sorte de persécution et donna ainsi lieu à la première croisade. L'Occident s'émut tout à coup des injures faites aux pèle-